



USAGERS DU SERVICE PUBLIC, IL Y A URGENCE !

Le Ministre de l'Action et des Comptes Publics, Monsieur DARMANIN, a donné le feu vert aux directeurs départementaux pour dévoiler le nouveau réseau de proximité des Finances Publiques à horizon 2022.

Pour l'Ardèche, il s'agit notamment d'ici 2022 et en commençant dès 2020 de :

- > fermer les Services des Impôts des Particuliers de PRIVAS, ANNONAY et LE TEIL.
- > fermer les Services des Impôts des Entreprises d'AUBENAS et TOURNON
- > fermer toutes les trésoreries de proximité

Usagers, pour contacter les services des Finances Publiques, vous serez donc prochainement invités à :

- vous rendre dans la Maison de Services Au Public la plus proche (MSAP bientôt renommée Maison France Service) où une personne sans connaissances fiscale, avec un contrat précaire, fera le lien entre le service compétent et vous-même... une boîte aux lettres en somme. Ou éventuellement prendre un RDV via visio conférence avec un agent des finances publiques (sans aucune certitude concernant la périodicité de ces RDV)

- vous débrouiller seul devant votre ordinateur, si vous en avez un et si vous avez une connexion internet, via impots.gouv.fr. Comme c'est déjà le cas pour les cartes grises, cartes d'identité, etc. Bref ce n'est pas du Service Public

- décrocher votre téléphone, en espérant qu'il y ait assez de lignes ou assez d'agents disponibles pour obtenir une réponse.

Ce qui est présenté comme un projet est censé faire l'objet d'une « concertation » avec d'une part, les élus (sénateurs, députés, présidents du Conseil départemental, de Communautés de communes, maires...) et d'autre part, les agents de l'administration.

Mais ne nous leurrions pas, la finalité de cette « concertation » n'est pas de prendre en compte d'éventuelles observations. Il s'agit surtout pour la direction locale, d'une action de communication visant à faire diversion.

Car ce nouveau réseau marque en réalité, un retrait significatif des services publics de proximité, particulièrement dans les territoires ruraux, et sa concentration sur des sites toujours moins nombreux (corrélés avec les suppressions massives d'emploi prévues dans la Fonction Publique sur les années à venir).

